



HAL
open science

Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ?

Joël Gombin, Jean Rivière

► **To cite this version:**

Joël Gombin, Jean Rivière. Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ?. *L'Espace Politique*, 2014, 23, pp.00. 10.4000/espacepolitique.3047 . halshs-01056934

HAL Id: halshs-01056934

<https://shs.hal.science/halshs-01056934>

Submitted on 21 Aug 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction. Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ?

Auteur 1: Joël Gombin

Fonction auteur 1 : Doctorant en science politique

Affiliation auteur 1: Université de Picardie-Jules Verne – UMR CURAPP 7319 CNRS

Courriel auteur 1 : joel.gombin@u-picardie.fr

Auteur 2: Jean Rivière

Fonction auteur 2 : Maître de conférences en géographie

Affiliation auteur 2: Université de Nantes – UMR ESO 6590 CNRS

Courriel auteur 2 : jean.riviere@univ-nantes.fr

Langue article : français

Mots clés : géographie, sociologie, études électorale, transdisciplinarité, contexte, échelles.

Key words: geography, sociology, electoral studies, transdisciplinarity, context, scales.

Pour ouvrir ce numéro, il semble important de rappeler l'arrière-plan scientifique dans lequel sont pensées les études électorales françaises ; en effet, celles-ci sont affectées par un usage routinier – largement lié aux cloisonnements disciplinaires – de certains types de données. Une césure historique sépare d'une part les données dites agrégées ou « écologiques » issues des dépouillements effectifs des scrutins et, d'autre part, les données dites « individuelles » le plus souvent issues de sondages pré/post-électorales (Gombin, Rivière, 2012)¹. On peut présenter les choses sur le mode d'un idéal-type.

D'un côté (celui des géographes), la démarche la plus fréquente consiste à réaliser des cartes à partir des résultats électoraux agrégés à différentes échelles (département, canton, commune, etc.), puis à tenter de les faire parler, au risque parfois de la surinterprétation qui homogénéise et essentialise les types d'espaces résidentiels (qualifiés de « centres-villes », « banlieues », « périurbain » ou « rural »). Certains – non sans arrière-pensées stratégiques dans le champ – ont dénoncé ceux qu'ils présentent alors comme des « démiurges de l'introspection cartographique » (Hastings, 1989). De l'autre côté (celui de la science politique et de la sociologie électorale), l'approche dominante s'appuie sur des sondages d'intention de vote ou « d'opinion » depuis qu'ils existent dans les années 1950, alors même que ces techniques présentent des limites pourtant bien connues depuis la critique inaugurale de Pierre Bourdieu (1973).

Alors que ces frontières méthodologiques et disciplinaires stériles sont en train de tomber – c'est du moins l'hypothèse qui guide cette introduction² – ce vingt-troisième numéro de

¹Pour nuancer cette opposition liminaire réductrice et en cours de dépassement, on se permet de renvoyer aux articles des récents dossiers « [Les territoires du vote](#) » (Collet, Gilbert, Girard, 2012) et « [Les scrutins municipaux sous le regard des sciences sociales](#) » (Bellanger, Desage, Rivière, 2014) de la revue *Métropolitiques*, qui montrent la diversité contemporaine des approches.

²Il ne semble pas inutile de rappeler que cette lecture des transformations de ce champ est nécessairement située, notre propre position dans ce champ (qui a longtemps été laissé en jachère, pour des raisons différentes, par les politistes et les géographes, qui est donc faiblement occupé et où nos modestes actions ont des effets) constituant un prisme déformant évident. En termes réflexifs et pour dire « d'où l'on parle », nos trajectoires académiques (un politiste achevant une thèse sur le vote Front national s'appuyant principalement sur des données agrégées spatialisées, un géographe mobilisant largement des questionnaires localisés pour envisager les effets de contexte) nous placent dans des positions particulières au regard de

L'espace politique propose un espace de confrontation et de discussion entre électoralistes autour des questions suivantes, qui mettent tantôt l'accent sur les lectures historiques des rapports entre disciplines, tantôt sur des dispositifs méthodologiques innovants traçant des ponts interdisciplinaires pour l'avenir.

Depuis l'œuvre inaugurale d'André Siegfried (1913), comment les relations entre disciplines ont-elles évolué en France ? Comment ces relations se configurent-elles dans d'autres contextes nationaux ? Où en est-on du renouveau français de la géographie électorale, depuis les états des lieux respectivement dressés avec un regard de politiste par Hervé Guillorel (1989) et depuis un point de vue de géographe par Michel Bussi (1998) ? Face aux limites des enquêtes individuelles décontextualisées, les sociologues et les politistes s'approprient-ils (ou se réapproprient-ils) les outils et les démarches des géographes ? Réciproquement, les clivages théoriques et méthodologiques structurant la sociologie électorale et la science politique se retrouvent-ils chez les géographes ? Autrement dit, la structuration du champ de l'analyse électorale est-elle toujours essentiellement liée aux cadres disciplinaires hérités ou ces derniers sont-ils en train d'éclater au profit de divisions fondées sur d'autres cadres ? De ce point de vue et plus concrètement, en quoi l'existence de programmes de recherches situés au carrefour entre plusieurs disciplines et le développement de certaines méthodologies telles que l'analyse multiniveau, ouvrent-ils de nouvelles voies à la collaboration entre géographes et sociologues ? Et quelle division scientifique du travail faut-il établir ? Une sociologie électorale réaliste doit-elle être nécessairement contextuelle, comme y invitent certains travaux récents (Braconnier, 2010), ou bien le contexte géographique est-il une boîte noire que sociologues et politistes devraient s'interdire (King, 1996) ?

Dans le prolongement d'une session thématique (ST) du congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP) de 2011 déjà intitulée « Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ? Actualité et avenir d'une concurrence/collaboration scientifique », l'objectif de ce numéro est donc d'effectuer un bilan des développements récents et des perspectives ouvertes par la géographie électorale et, plus largement, par les approches du vote sensibles à sa dimension spatiale. Sept articles composent finalement ce numéro et tentent d'apporter des éléments de réponses à ces questions, en laissant certaines en suspens³. Cinq textes ont été écrits par des sociologues ou des politistes s'attachant à prendre en compte la dimension spatiale des comportements politiques selon différentes acceptions et approches méthodologiques, deux seulement étant signés par des géographes (qui plus est étrangers).

Éléments sur les mutations des rapports disciplinaires dans le champ des électoralistes français

Un premier groupe de trois articles (Gombin, *infra* ; Sainty, *infra* ; Van der Wusten & Mamoudouh, *infra*) souligne des inflexions récentes dans les rapports disciplinaires dans le champ des électoralistes, sans pour autant revenir spécifiquement sur l'histoire des inégales appropriations disciplinaires du *Tableau* « fondateur » (Siegfried, 1913) des études électorales en France. Celle-ci a en effet été discutée de manière approfondie tant du côté de la géographie où cette recherche inaugurale a été marginalisée par l'école vidalienne hostile aux questions politiques (Bussi, 1998, chap. 1; Sanguin, 2010) que du côté de la sociologie électorale et de la science politique où elle a été, à l'inverse, construite comme la référence centrale jusqu'à l'avènement de la technique des sondages d'opinion (Favre, 1989; Lehingue, 2011, chap. 6). À partir de cette histoire dont ils retracent les principales lignes de

nos traditions disciplinaires respectives, positions qui nous inclinent d'autant plus à souligner les convergences interdisciplinaires en cours que nous constatons en même temps que nous les appelons de nos vœux.

³Trois des articles publiés dans ce numéro sont issus de cette manifestation scientifique, les quatre autres ont été soumis à la revue suite à un appel à article ouvert.

complémentaire, les articles de Jessica Sainty et de Joël Gombin s'attachent d'abord tous deux à discuter les concepts qu'ils utilisent pour appréhender la spatialité des questions électorales, en revenant respectivement sur les multiples acceptions du « territoire » (Sainty, *infra*) ou en privilégiant au contraire l'expression de « dimension spatiale du social » (Gombin, *infra*). Paradoxalement, le fait que des politistes entendent intégrer dans leurs travaux une dimension spatiale les conduit parfois à davantage la théoriser que certains géographes, pour qui elle relève peut-être de l'évidence disciplinaire.

Ces deux articles – qui appellent de leurs vœux la constitution d'une « science sociale des élections » (Gombin, *infra*) enfin débarrassée de ses frontières et antagonismes disciplinaires – soulignent aussi en creux combien cette structuration n'est pas spécifiquement française (même si le poids des carcans disciplinaire y reste plus fort), comme le confirme le texte de Herman van der Wusten et Virginie Mamadouh (*infra*) qui insiste sur le fait que : « The disciplinary borders are still standing, they are sometimes emphasized to make a point, but there is a sustained interest in what happens beyond the walls, certainly from the geographers' side ». Cette dernière contribution est d'autant plus précieuse qu'elle rappelle, après d'autres, combien la question du déficit de théorisation constitue un problème récurrent (et peut être même structurel, tant la situation semble proche dans le contexte anglo-américain) en géographie électorale, sur le plan de la portée des conclusions thématiques comme sur celui du recours à des théories sociales explicatives des sciences sociales⁴. Chacun a sans doute toutefois tendance à voir l'herbe plus verte ailleurs : si certains géographes déplorent ce déficit de théorisation des travaux de géographie électorale, des politistes comme Gombin (*infra*) manifestent à l'inverse une frustration à l'égard du manque de théorisation du rapport à l'espace de la sociologie électorale. En cela, le récent bilan critique proposé par Céline Braconnier (2010) et qui distingue les approches « écologiques », « contextuelles » et « environnementales » est crucial dans la construction d'une *Autre sociologie du vote*, qui passe par l'établissement de passerelles interdisciplinaires solides.

Enfin et même si l'exercice est intrinsèquement périlleux (parce que subjectif), on peut tenter de repérer quelques jalons postérieurs à ce bilan critique qui témoignent, là encore, d'une interdisciplinarité croissante dans le champ des études électorales françaises. Par une sorte de retour aux sources (cela ne peut pas être qu'un hasard), c'est d'abord la tenue d'un colloque autour du centenaire du *Tableau* fondateur qu'il faut souligner, même si l'absence des politistes du CEVIPOF – pourtant en situation dominante dans le champ du commentaire électoral – n'est pas anodine⁵. Ensuite et dans le prolongement des échanges du Module Transversal sur l'État de la Discipline (MTED) « Le futur des études électorales en France » du congrès de l'AFSP en 2013, il faut noter que les électoralistes français se sont structurés au sein du réseau de recherche FEEL (Futur des Études Électorales)⁶. Sur le plan institutionnel, il faut encore relever que plusieurs programmes de recherche intégrant centralement la dimension spatiale de la production des choix électoraux ont été développés au cours des cinq dernières années⁷. Enfin, la programmation scientifique du congrès de l'AFSP de 2015

⁴« Electoral geography has been a victim of the most debilitating of all intellectual diseases – rampant empiricism. Many electoral geography studies have consisted of mere descriptions of the spatial pattern of the vote in a particular election with little or no concern for wider issues. Hence the social theory underlying the analysis is left implicit as *status quo* model of society. This has generated a very uncritical body of knowledge under the label electoral geography » (Shelley, Johnston, Taylor, 1990).

⁵« L'Ouest 100 ans après le *Tableau politique* de Siegfried : héritages et postérités », Cerisy-la-Salle, 4-8 juin 2013, organisé par le géographe Michel Bussi et les politistes Christophe Le Digol et Christophe Voilliot.

⁶<http://www.afsp.info/reseauderecherche/feel/feel.html>

⁷Voir notamment les programmes PAECE (« *Pour une Analyse Écologique des Comportements Électoraux* »), CARTELEC (« *Développement d'une base de données cartographique pour analyser les comportements électoraux à l'échelle des bureaux de vote* », <http://www.cartelec.net/>) et SPEL (Sociologie politique des élections), respectivement dirigés par le

comporte six sections thématiques consacrées à titre principal aux questions de sociologie électorale, ce qui témoigne d'un certain renouveau des études électorales, ne serait-ce que quantitatif⁸. Plusieurs de ces ST portent une attention directe à l'espace (l'une portant sur la sociologie du « vote à distance » à l'image de l'article de Thibaut Jaulin dans ce dossier ; l'autre s'attachant à discuter du niveau du bureau de vote comme échelle d'analyse)⁹, tandis que d'autres, sans y être explicitement consacrées, en appellent à des travaux reposant sur des méthodologies sensibles à la dimension spatiale du vote pour mieux appréhender leur objet (ainsi de la ST 1 consacrée aux liens entre « nouvelles formes d'insécurité sociale » et comportements électoraux).

Pour clore provisoirement cet inventaire, il semble donc que l'on puisse valider l'idée selon laquelle les rapprochements interdisciplinaires s'accélèrent dans ce champ qui, il faut le rappeler, compte seulement une cinquantaine d'enseignants-chercheurs d'après l'annuaire du réseau FEEL, dont moins de cinq géographes (ce qui en dit long sur l'état de la géographie électorale hexagonale d'une part, et n'est pas sans effets en termes de rapports de force entre approches disciplinaires d'autre part).

Des dispositifs méthodologiques innovants pour saisir les comportements dans les contextes où ils ont lieu

Le second groupe d'article réunis dans ce numéro envisage, selon des acceptions et des approches méthodologiques différentes, la notion de contexte géographique et ses effets sur la production des comportements électoraux (Gombin, *infra* ; David *et al.*, *infra* ; Jardin, *infra* ; Boughaba, *infra* ; Jaulin, *infra*).

C'est d'abord le texte de Joël Gombin qui retient l'attention, en ce qu'il constitue un des rares articles de revue en langue française mettant en œuvre empiriquement une analyse multiniveaux avec des données électorales (voir aussi Jadot, 2002). Grâce à une analyse menée à partir de données agrégées associant variables socioprofessionnelles, type de contexte urbain et effet des inégalités locales de revenu, il propose une analyse originale des déterminants du vote pour Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2012, et démontre plus largement tout le potentiel de cette technique dont les apports sont régulièrement attendus, notamment en ce qu'elle permet plus généralement de dépasser la césure historique entre données individuelles et agrégées¹⁰. Avec une approche méthodologique voisine qui combine les propriétés sociales et politiques de répondants à des enquêtes d'opinion en les contextualisant avec des données agrégées relatives à la densité locale des réseaux d'association, c'est aussi la question des effets de contexte sur les attitudes vis-à-vis de l'immigration et les suffrages accordés à l'extrême droite qui est interrogée par l'article de Quentin David, Jean-Benoît Pilet et Gilles Van Hamme. Or la société belge constitue un terrain idéal pour envisager cette question centrale en science politique, tant chaque grande famille politique a tissé, au cours de la première moitié du 20^{ème} siècle, un réseau dense nommé *pilier* regroupant des associations qui couvrent les différentes dimensions de la vie sociale (mutuelles d'assurance et de santé, mouvements de jeunesse, universités, etc.), et qui permet d'approcher – de manière certes imparfaite – le capital social

politiste Jean-Yves Dormagen, par le géographe Michel Bussi, et par le politiste Daniel Gaxie.

⁸<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/2015/appels66st2015.pdf>

⁹Voir aussi une première initiative antérieure : « Le bureau de vote - Méthodes, outils et conditions d'enquête pour une approche renouvelée des comportements électoraux », journée d'étude organisée à Avignon en novembre 2013.

¹⁰L'ouvrage *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives* s'achève ainsi sur cette phrase : « L'analyse multi-niveaux, en offrant un principe d'articulation des différents facteurs explicatifs du vote que les approches par les contextes, dans leur grande diversité, identifient, permettra peut-être pourtant, à terme, à une théorie alternative [à celle de l'électeur rationnel, stratège et motivé] du vote de s'énoncer » (Braconnier, 2010, p. 178).

des individus. Au total, ces deux articles constituent des contributions originales à la compréhension des dynamiques locales à l'origine des votes pour l'extrême droite.

S'appuyant sur des données agrégées traitées grâce à une approche méthodologique combinant statistique et cartographie, l'article d'Antoine Jardin se penche sur les disparités géographiques en matière d'abstention dans des conjonctures électorales d'intensité inégale (les élections européennes de 2009 comparées au scrutin présidentiel de 2012). Plus spécifiquement, il propose de montrer comment la ségrégation joue comme « un creuset spécifique organisant la relation entre l'ensemble des variables sociologiques traditionnelles et permettant de comprendre la production de contextes locaux basés sur des configurations toujours singulières des effets de la classe, de l'origine nationale ou ethnique, de la religion, du diplôme, de l'âge ou encore du genre ». Toujours sur l'abstention mais dans le sillage méthodologique tracé par les travaux de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, l'article de Yassin Boughaba s'appuie sur un dispositif empirique associant dépouillement des listes d'émargement et enquête ethnographique pour étudier les rapports à la participation électorale en fonction de l'origine nationale des habitants d'une petite ville suisse. En reconstituant finement la composition sociologique à l'échelle des rues de cette ville (et notamment en s'attardant sur le poids des communautés turques et portugaises), ce texte met au jour d'importants effets de contexte en matière de participation des étrangers aux votations, dans l'esprit du travail pionnier de Joseph Klatzmann (1957) qui distinguait le vote des ouvriers vivant dans les arrondissement parisiens populaires du comportement de ceux qui habitaient les arrondissements bourgeois. Là encore et avec des dispositifs méthodologiques différentes, ces deux articles nous semblent apporter des éléments originaux à l'étude de la dimension spatiale des processus de (dé)mobilisation.

Enfin, l'article de Thibault Jaulin, qui porte sur le « vote à distance » des Tunisiens émigrés, permet lui aussi d'interroger la notion de contexte, à la fois dans sa dimension usuelle (famille, réseaux amicaux, associatifs ou partisans...) et dans sa dimension spatiale et territoriale (quels effets produisent les pays d'accueil sur le comportement électoral des membres de la diaspora ?). Cette approche permet de conclure que « les élections à distance apparaissent, au contraire, comme des élections 'comme les autres' », qui répondent à « des dynamiques locales et nationales » (Jaulin, *infra*). On voit ainsi s'articuler un champ politique national avec des contextes sociaux relevant d'autres espaces nationaux. Plus largement, cet article entre en résonance avec des travaux novateurs de sciences sociales portant sur l'ancrage à l'espace de certains électeurs spécifique (votants par procurations, résidents secondaires inscrits sur leur lieu de villégiature) qui est l'objet d'investigations à la fois par des enquêtes ethnographiques (Bargel, 2014) et mesuré via l'analyse de données agrégées au plan national (Coulmont, 2014) ou local (Charpentier, Coulmont, Gombin, 2014)¹¹.

Sur les tropismes géographiques, thématiques et méthodologiques du numéro

Les contextes nationaux, la nature des scrutins, les conjonctures électorales et les types de comportements politiques appréhendés par les articles réunis sont relativement variés : vote FN lors du scrutin présidentiel français de 2012 (Gombin, *infra*) ; attitude vis-à-vis de l'immigration et vote d'extrême droite aux élections législatives belges de 1999 et 2003 (David *et al.*, *infra*) ; participation aux élections européennes de 2009 et présidentielles de 2012 en France (Jardin, *infra*) ; participation à l'occasion d'une consultation communale et d'une votation locale suisse en 2011 (Boughaba, *infra*) ; participation et orientations électorales lors de l'élection législative constituante tunisienne de 2011 (Jaulin, *infra*). À partir de ce corpus certes réduit, on peut noter un léger tropisme – somme toute assez logique dans une revue française comme *L'espace politique* – vers les

¹¹ Voir aussi : « Les virtuoses du vote », journée d'étude organisée à Paris fin 2014, <http://calenda.org/288830>

scrutins de pays francophones, mais aussi vers deux types de comportements électoraux étudiés par au moins deux articles chacun dans ce numéro : l'abstention d'une part et les votes en faveur des extrêmes droites (FN français, FN wallon et *Vlaams Blok* flamand) d'autre part.

Pour ce qui est des votes en faveur des extrêmes droites en Europe (et outre leur montée croissante depuis la fin des années 1990), on peut faire l'hypothèse que c'est la géographie souvent très contrastée de leurs résultats - caractérisée dans le cas du Front national français à la fois par des résultats moins élevés que la moyenne dans les régions situées à l'ouest d'une ligne Le Havre / Valence / Perpignan, et dans les mondes urbains centraux - qui expliquent l'intérêt que nombre de chercheurs lui portent, en particulier suite à l'accession de J.-M. Le Pen au second tour du scrutin présidentiel de 2002¹². Pour ce qui est de la question de l'abstention (et outre, là encore, son niveau croissant lors de nombre de scrutins), on peut faire l'hypothèse que c'est parce que ce comportement est le seul qui puisse être appréhendé avec la même robustesse empirique à la fois par les données agrégées (analyse des taux de participation à différentes échelles) mais aussi par les données individuelles (dépouillement localisé des listes d'émargement) que nombre de travaux récents se focalisent sur ce comportement. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un des ouvrages centraux dans le renouveau en cours des approches contextuelles porte justement sur *La démocratie de l'abstention* (Braconnier, Dormagen, 2007), montrant comment la participation électorale se joue très largement, en particulier dans les mondes populaires, dans la qualité de l'inscription sur les listes électorales et dans les collectifs de socialisation primaire, à commencer par la famille. L'exploitation des listes d'émargement est effet tantôt associée à des enquêtes ethnographiques (Boughaba, *infra*), mais a aussi récemment fait l'objet d'analyses quantitatives poussées (Buton, Lemerrier, Mariot, 2012).

On ajoutera tout de même que le recours privilégié à l'espace dans la manière d'appréhender certains types de comportements électoraux (l'abstention, le vote d'extrême droite) - souvent considérés comme symptomatiques de « problèmes sociaux » qui sont de plus en plus appréhendés au prisme de l'espace (Poupeau, Tissot, 2005) - ne va pas sans poser problème. Épistémologiquement, rien ne permet en effet de penser que de telles approches seraient plus pertinentes pour comprendre ces types de comportements électoraux que les autres, qui ont nécessairement une dimension spatiale eux aussi. Empiriquement et dans le cas français, on constate par exemple que le vote socialiste est caractérisé depuis quelques années par un degré élevé d'autocorrélation spatiale, notamment autour d'un gradient Est-Ouest, ainsi que par un niveau important de variation spatiale de l'association entre vote et variables socioprofessionnelles (Bussi, Fourquet, Colange, 2012). On ne peut donc que souhaiter une forme de banalisation des approches prenant en compte la dimension spatiale qui verrait leur application à l'ensemble des comportements électoraux.

Il est par ailleurs intéressant de noter que tous les articles restituant des résultats empiriques intègrent pour partie des techniques quantitatives (y compris Boughaba, *infra*, qui propose des corrélations écologiques fines à l'échelle de la rue), qui plus est assez novatrices en France comme le recours à l'analyse multi-niveaux de données agrégées selon plusieurs échelles géographiques (Gombin,

¹²L'historien Edouard Lynch notait ainsi, à l'occasion du colloque *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales* (Dijon, 17-19 mai 2006) : « On pourrait dire que le Front National a un peu sauvé la science politique, tout au moins lui a-t-il donné un coup de fouet extraordinaire parce qu'on a vraiment le sentiment qu'un nouvel objet est né, de la même manière qu'une partie de l'histoire politique du XX^{ème} siècle avait été, entre guillemets, largement commanditée par les prises de positions idéologiques autour des travaux sur la gauche et l'extrême gauche. [...] On va travailler sur le CPNT, sur le FN, sur ce qui reste du PC, mais il y aura toujours de la difficulté à étudier les ventres mous des comportements politiques ».

infra), de sorte que ce numéro thématique est caractérisé par une coloration méthodologique assez nettement quantitative, que l'on peut tenter d'expliquer de différentes manières. Il faut ici rappeler que ce numéro est lié à la tenue de la ST34 du congrès de l'AFSP à Strasbourg, or ce congrès accueillait également une ST35 intitulée « Rapports ordinaires au politique et comportements électoraux » (Buton, Lehingue, Mariot, Rosier, à paraître) où nombre de contributions reposaient sur des approches plus qualitatives, sans compter la ST13 au titre pour le moins explicite quant à l'orientation méthodologique de ses contributions (« L'entre-soi politique local : approches ethnographiques »). Si ceci peut expliquer cela, il n'en reste pas moins que l'on mesure aussi les effets de la banalisation des bases de données géographiques et l'appropriation des techniques de cartographie par une nouvelle génération de politistes (Gombin, *infra*; Jardin, *infra*), ce qui contribue également à gommer les traditions disciplinaires. Cette abondance de données ne va cependant pas sans poser de questions : comment échapper au risque d'un empiricisme dénué de cadre(s) théorique(s) que pointent van der Wusten et Mamadou (*infra*) ? L'élaboration de propositions théoriques communes à la géographie et à la sociologie électorales, depuis longtemps appelée des vœux des géographes (Cox, 1969, 1987; Taylor, Johnston, 1979) sans pour autant qu'elle ne se soit traduite dans la réalité, restera sans doute un objectif important des recherches menées dans les années à venir.

Pour autant, le tropisme quantitatif de ce numéro thématique ne doit pas faire oublier que le renouveau actuel des approches contextuelles doit énormément à des enquêtes s'appuyant sur des matériaux qualitatifs et/ou construits à l'échelle micro. Depuis l'appel au « microscope » (Sawicki, 2000) dans « l'analyse localisée du politique » (Briquet, Sawicki, 1989), c'est ainsi l'immersion de longue durée dans le quartiers des Cosmonautes de Saint-Denis qui a permis un saut important dans la connaissances des dynamiques de (dé)mobilisations dans les quartiers populaires de grands ensembles (Braconnier, Dormagen, 2007). Le suivi de la campagne municipale de 2008 dans deux arrondissements de la capitale a permis de dévoiler les stratégies de mobilisation des partis, des candidats et des militants sur le terrain (Agrikoliansky, Heurtaux, Le Grignou, 2011). De la même manière, l'analyse historique des étapes de peuplement et l'exploration de la manière dont sont perçues les transformations de la composition sociologique d'un quartier pavillonnaire urbain de « petits-moyens » permettent d'éclairer les choix électoraux des habitants (Cartier, Coutant, Masclat, Siblot, 2008). Dans des communes périurbaines trop souvent considérées comme homogènes, la mise en relation des positions et trajectoires socio-résidentielles avec la production des choix électoraux contribue à déconstruire les analyses hâtives sur le vote des pavillonnaires (Girard, 2013; Girard, Rivière, 2013; Lambert, 2013; Rivière, 2012, 2014). Enfin, dans des mondes ruraux populaires, c'est l'analyse des recompositions des sociabilités ouvrières et la déstructuration des collectifs traditionnels qui permet de mieux comprendre certains votes en faveur de l'extrême droite (Pierru, Vignon, 2008).

Conclusion

La confrontation critique et le cumul des résultats de ces travaux localisés permettront sans doute, dans les années à venir, de faire progresser l'analyse des dynamiques électorales et d'en tirer des conclusions dont la portée dépasse celle des terrains investis par chacune de ces recherches, et c'est justement en cela que les approches quantitatives réunies ici peuvent être précieuses en jouant un rôle important dans la maîtrise des montées en généralité et sur le

domaine de validité des conclusions énoncées¹³. Dans le contexte d'interdisciplinarité croissante qui caractérise les sciences sociales contemporaines, l'appel à article de ce numéro posait la question (provocatrice) de savoir s'il est encore légitime de distinguer géographie et sociologie électorales. Autrement dit, la structuration du champ de l'analyse électorale est-elle toujours essentiellement liée aux héritages disciplinaires hérités ou ces derniers sont-ils en train d'éclater au profit de divisions fondées sur les cadres théoriques et méthodologiques ? Pour conclure (provisoirement) sur cette question délicate, il nous semble que si le champ reste traversé par des murs disciplinaires qui ne sont pas encore tombés, on peut dire que les brèches s'y multiplient.

Références bibliographiques

- AGRIKOLIANSKY, E., HEURTAUX, J., LE GRIGNOU, B., 2011, *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.
- BARGEL, L., 2014, « Le vote des « originaires » », *Métropolitiques.eu*, En ligne : <http://www.metropolitiques.eu/Le-vote-des-originaires.html#nh1>.
- BELLANGER, E., DESAGE, F., RIVIÈRE, J., (dir.), 2014, « Les scrutins municipaux sous le regard des sciences sociales », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Les-scrutins-municipaux-sous-le.html>
- BUTON F., LEHINGUE P., MARIOT N., ROZIER S. (dir.), à paraître en 2014, *Enquêtes sur les rapports ordinaires au politique*, Paris, PUF-CURAPP.
- BOURDIEU, P., 1973, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, vol. 318, p. 1292-1309.
- BRACONNIER, C., 2010, *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso/LEJEP.
- BRACONNIER, C., DORMAGEN, J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Editions Gallimard.
- BRIQUET, J.-L., SAWICKI, F., 1989, « L'analyse localisée du politique », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 2, n° 7-8, p. 6-16.
- BUSSI, M., 1998, *Éléments de géographie électorale. À travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Presses Universitaires de Rouen.

13 « L'avantage que présente une telle approche [qui articule données écologiques et individuelles et cherche à identifier les systèmes de contextes dans lesquels s'inscrivent les acteurs sociaux] est, en outre, de tracer les lignes à suivre pour rendre les conclusions des différents travaux que nous avons analysés cumulables dans un modèle explicatif du vote susceptible de concurrencer le modèle encore dominant aujourd'hui de l'électeur "rationnel et motivé". Il n'est pas certain, en effet, que, dispersées comme elles le sont, les approches environnementales du vote parviennent à peser suffisamment pour capter les moyens matériels nécessaires à la poursuite du projet de renouvellement de l'analyse électorale qu'elles peuvent pourtant porter à la condition de lutter ensemble » (Braconnier, 2010).

- BUSSI, M., FOURQUET, J., COLANGE, C., 2012, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012 », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, p. 941.
- BUTON, F., LEHINGUE, P., MARIOT, N., ROZIER S. (dir.), à paraître en 2014, *Enquêtes sur les rapports ordinaires au politique*, PUF-CURAPP.
- BUTON, F., LEMERCIER, C., MARIOT, N., 2012, « The household effect on electoral participation. A contextual analysis of voter signatures from a French polling station (1982–2007) », *Electoral Studies*, vol. 31, n° 2, p. 434-447.
- CARTIER, M., COUTANT, I., MASCLET, O., SIBLOT, Y., 2008, *La France des « petits-moyens » : enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- CHARPENTIER, A., COULMONT, B., GOMBIN, J., 2014, « Un homme, deux voix : le vote par procuration », *La vie des idées*, En ligne : <http://www.laviedesidees.fr/Un-homme-deux-voix-le-vote-par.html>.
- COLLET, A., GILBERT, A., GIRARD, V. (dir.), « Les territoires du vote », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Les-territoires-du-vote.html>
- COULMONT, B. « Vote à distance, distance au vote ? », En ligne : <http://coulmont.com/blog/2014/03/14/vote-a-distance/>.
- COX, K. R., 1969, « The voting decision in a spatial context », *Progress in Geography*, vol. 1, n° 1, p. 81–117.
- COX, K. R., 1987, « V. The 'individual', the 'social' and reconceptualizing contextual effects », *Political Geography Quarterly*, vol. 6, n° 1, p. 41-43.
- FAVRE, P., 1989, *Naissances de la science politique, 1870-1914*, Paris, Fayard.
- GIRARD, V., 2013, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines », *Politix*, vol. n° 101, n° 1, p. 183-215.
- GIRARD, V., RIVIÈRE, J., 2013, « Grandeur et décadence du « périurbain ». Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, En ligne : <http://www.metropolitiques.eu/IMG/pdf/met-girard-rivierej.pdf>.
- GUILLOREL, H., 1989, « 70 ans de géographie électorale ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2[5], p.57–68.
- HASTINGS, M., 1989, « Les démiurges de l'introspection cartographique, à propos de La France qui vote de Frédéric Bon et Jean-Paul Cheylan », *Politix*, n° 2, 5, p. 74-76.
- JADOT, A., 2002, « (Ne pas) être un électeur Européen. Une analyse multiniveaux des déterminants individuels et contextuels de l'abstention en 1999 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, n° 1, p. 31-45.
- KLATZMANN, J., 1957, « Comportement électoral et classe sociale. Etude du vote communiste et du vote socialiste à Paris et dans la Seine », in M. Duverger, F. Goguel, & J. Touchard (Éd.), *Les élections du 2 janvier 1956*, Cahiers de la FNSP, Paris, Armand

Colin, p. 254-285.

- LAMBERT, A., 2013, « La gauche et le périurbain », *Politix*, vol. n° 101, n° 1, p. 105-131.
- LEHINGUE, P., 2011, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La découverte.
- MAYER, N., 2010, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin.
- PIERRU, E., VIGNON, S., 2008, « L'inconnue de l'équation FN : Ruralité et vote d'extrême-droite. Quelques éléments à propos de la Somme », in A. Antoine & J. Mischi (Éd.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 407-419.
- POUPEAU F., TISSOT, S., 2005, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 109, p. 5-9.
- RIVIÈRE, J., 2012, « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 73.
- RIVIÈRE, J., à paraître en 2014, « Le "Neuilly caennais" en campagne municipale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 203.
- SANGUIN, P.-L., 2010, *André Siegfried. Un visionnaire humaniste entre géographie et politique*, Paris, L'harmattan.
- SAWICKI, F., 2000, « Les politistes et le microscope », in CURAPP (Éd.), *Les méthodes au concret*, Paris, Presses universitaires de France, p. 143-164.
- SHELLEY, F.-M., JOHNSTON, R.-J., TAYLOR, P.-J., 1990 “Developments in electoral geography”, in *Developments in electoral geography*, Johnston R.-J., Shelley F.-M., Taylor P.-J. (eds.), Routledge, p. 1-11.
- SIEGFRIED, A., 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République*, Paris, Armand Colin.
- TAYLOR, P. J., JOHNSTON, R. J., 1979, *Geography of elections*, Harmondsworth, Penguin books.